



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Projet de rapport synthétique

Séminaire technique sur des principes directeurs pour des nouveaux projets d'investissement agricole

30 et 31 janvier 2015
Dar es Salam, Hôtel Serena

Le programme sur **l'utilisation de principes directeurs pour des nouveaux projets d'investissement agricole** a été initié par le Groupe de travail inter-agence (GTIA) en janvier 2015. Ce programme vise à mettre des principes pour un investissement agricole responsable à l'essai lors du démarrage de nouveaux projets dans le secteur agroalimentaire, dans des pays partenaires de la Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition, et de contribuer à intégrer l'utilisation de ces principes dans les opérations commerciales agroalimentaires. Ce programme cherche également à développer des recommandations pratiques, outils, processus, procédures et bonnes pratiques, qui pourront être utilisés lors du démarrage de projets à venir.

Ce programme de recherche démarre avec des séminaires multi-acteurs à l'échelle nationale organisés dans chaque pays participant. Un premier séminaire a été organisé à Dar es Salam, en Tanzanie, les 30 et 31 janvier 2015. Les objectifs de ce séminaire étaient de : (i) familiariser les participants avec le programme de recherche du GTIA, l'état de la recherche sur l'investissement agricole, et les instruments existants promouvant des pratiques d'investissement responsable ; (ii) contribuer à la création d'une communauté de praticiens incluant les différentes parties prenantes nationales, ce qui permettrait aux participants de discuter de l'investissement agricole et de coopérer pour la mise en place d'autres activités de développement des capacités.

À peu près 40 personnes ont participé à ce séminaire. Mme. Diana Tempelman, Représentante de la FAO en Tanzanie, et le Dr. Yamungu Kayandabila, Secrétaire permanent adjoint du Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives, ont fait les allocutions d'ouverture. Des représentants du Gouvernement de la Tanzanie, du secteur privé, de la société civile et des organisations internationales ont également fait des présentations, et ont participé activement aux différentes discussions.

L'agriculture est le pilier principal de l'économie tanzanienne, et la clé de voûte pour l'éradication de l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Cependant, l'agriculture n'a pas bénéficié des mêmes taux de croissance économiques que d'autres secteurs. Pour ces raisons, la promotion d'investissements qui bénéficient à la population tanzanienne est une composante importante du programme gouvernemental « Kilimo Kwanza » (l'agriculture d'abord), visant à accélérer la transformation agricole. Des ressources naturelles abondantes et la croissance de la population urbaine sont des facteurs qui pourraient inciter les entreprises à investir dans ce secteur, mais des défis importants doivent encore être surmontés afin d'assurer qu'il y ait une augmentation significative de la quantité et de la qualité des investissements agricoles.

Beaucoup de défis identifiés par les participants correspondent aux solutions proposées par des instruments internationaux directeurs pertinents, tels que les [Principes pour un investissement agricole responsable qui respecte les droits, les moyens d'existence et les ressources](#) (PRAI) et les [Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires](#) (CSA-RAI). Cependant, quelques sujets ont attiré plus d'attention que d'autres lors des discussions, notamment la gouvernance et l'environnement favorable pour l'investissement, les droits fonciers, la consultation et participation des communautés locales, l'inclusion économique et le choix du modèle commercial des investissements agricoles à grande échelle. La question de la sécurité alimentaire, qui est au cœur de plusieurs instruments directeurs internationaux, a également été abordée par les participants. D'autres questions liées à l'investissement agricole, tels que la création d'emplois et le développement de filières agricoles nationales, ont également été évoquées.

Les questions clés abordées par les participants reflètent les opportunités, les risques et les facteurs déterminant la quantité et la qualité de l'investissement agricole identifiés dans les recherches du GTIA¹ :

- *Création d'un environnement stable et favorable à l'investissement agricole.* Les politiques gouvernementales et cadres régulateurs nationaux jouent un rôle crucial, car ils ont un impact considérable sur la qualité et la quantité des investissements. Des participants ont avancé que des efforts supplémentaires pourraient être faits pour créer un environnement favorable à l'investissement agricole en Tanzanie. Des institutions fragiles, un manque de transparence et de politiques publiques coordonnées et prévisibles rendraient l'investissement dans ce secteur difficile. Des participants ont souligné que les changements de droits à l'importation pour le riz et le sucre sont particulièrement problématiques. Il a été recommandé de rendre les politiques de fixation des prix plus prévisibles, afin de garantir que les prix permettent et encouragent l'épargne, investissement et la production d'excédents commercialisables par les paysans.
- *Le rôle des grands investisseurs commerciaux.* Bien que le secteur privé national – surtout les petits paysans et les micro-, petites et moyennes entreprises – représente la clé de voûte de l'agriculture tanzanienne, des grands investisseurs commerciaux peuvent également jouer un rôle important. Des participants ont souligné que l'investissement agricole à grande échelle peut fournir du capital financier et créer des emplois, et augmenter les recettes fiscales et d'exportation. Ces investissements pourraient également servir à diminuer les effets négatifs de l'agriculture sur l'environnement tout en augmentant la productivité, en introduisant notamment des technologies axées sur l'intensification durable.
- *Le rôle des partenariats public-privé.* Les partenariats public-privé peuvent être un moyen de combiner les forces des différentes parties prenantes. Le Couloir de croissance

¹ Par exemple: Banque mondiale et CNUCED. 2014. *The Practice of Responsible Investment Principles for Larger-scale Agricultural Investments: Implications for Corporate Performance and Impact on Local Communities* <http://goo.gl/dWHKfz>; FAO. 2013. *Tendances et impacts des investissements étrangers dans l'agriculture des pays en développement – Résultats d'études de cas* <http://goo.gl/uJPBcV>; Banque mondiale. 2012. *Investing in agribusiness: A Retrospective View of a Development Bank's Investments in Agribusiness in Africa and Southeast Asia and the Pacific* <http://goo.gl/JkK1wG>; FIDA & Technoserve. 2011. *Outgrower schemes – enhancing profitability* <http://goo.gl/KsGRSl>

agricole du sud de la Tanzanie (SAGCOT) est un partenariat entre le gouvernement de la Tanzanie, les partenaires de développement, le secteur privé et les communautés locales, qui vise à améliorer la sécurité alimentaire ainsi que les moyens de subsistance pour les communautés locales engagées dans le projet et la nation tanzanienne, en améliorant la productivité et en stimulant la croissance économique.

- *Consultation et participation.* Si toutes les parties des communautés concernées par un projet d'investissement ne sont pas consultées de façon inclusive, avant et pendant la mise en place d'un projet d'investissement, il peut y avoir des malentendus qui risquent de dégénérer rapidement en conflit. Un dialogue sincère est donc crucial pour qu'un projet d'investissement puisse être considéré comme un succès sur les plans financier, social et environnemental. Beaucoup de participants ont évoqué qu'ils pensaient que des modèles commerciaux incluant des petits paysans et les communautés rurales seraient désirables. Les mécanismes de sous-traitance ont été considérés comme particulièrement convenables pour la Tanzanie, étant donné qu'il y a beaucoup de petits paysans qui sont souvent dispersés. Des participants ont également souligné l'importance des questions de l'équité et du genre dans l'investissement agricole.
- *Les droits fonciers.* Des droits fonciers sûrs n'aident pas seulement à éviter la dépossession, mais sont une précondition pour que les petits paysans épargnent, investissent et s'engagent dans des activités avec les entreprises commerciales dans des bons termes. Un niveau plus élevé de sécurité de jouissance des droits fonciers a par ailleurs un impact positif sur la qualité et la quantité des investissements agricoles.
- *Le lien entre les questions environnementales et la viabilité économique et sociale.* Des participants ont souligné qu'il est par exemple important de garantir que les prélèvements d'eau par les investisseurs n'ont pas d'impact négatif sur le niveau de la nappe phréatique au niveau local. En outre, l'adaptation aux effets du changement climatique et l'utilisation de technologies axées sur l'intensification durable ont été mentionnés par les parties prenantes lors de ce séminaire.

Les discussions du séminaire reflètent le consensus international émergent sur ce qui constitue, de façon générale, un projet d'investissement agricole responsable. Cependant, il est désormais nécessaire de transformer ces principes directeurs internationaux et

volontaires en recommandations pratiques qui peuvent être utilisées dans le cadre national, ou sur le terrain, lors de la mise en place de projets d'investissement.

Des principes directeurs volontaires pour un investissement agricole responsable peuvent aider le gouvernement à développer des politiques et stratégies d'investissement agricole, ou de revoir et reformer des cadres régulateurs. Étant donné le risque financier, politique et de réputation associé aux investissements agricoles irresponsables, des entreprises privées sont également de plus en plus intéressés dans des recommandations internationales pour le développement de stratégies d'investissement responsable. Dans un contexte caractérisé par des cadres régulateurs sous-optimaux, des investisseurs peuvent augmenter la chance de voir les parties prenantes accepter et soutenir leurs opérations commerciales en se conformant aux principes pour un investissement agricole responsable. Ces principes peuvent également servir de référence pour des acteurs de la société civile, notamment dans leurs efforts de promouvoir une meilleure implémentation des lois existantes.

Il est également possible d'opérationnaliser ces principes en produisant de l'évidence empirique sur des projets et cadres régulateurs visant à promouvoir l'investissement agricole responsable déjà mis en place, et d'en déduire des recommandations pratiques sur des bonnes pratiques déjà expérimentées. Dans ce contexte, le programme de recherche du GTIA sur les projets d'investissement en phase de démarrage sera particulièrement utile, considérant notamment que beaucoup de problèmes liés à l'investissement agricole à grande échelle apparaissent à ce stade du projet. Ce programme cherche également à développer des recommandations pratiques, outils, processus, procédures et bonnes pratiques, qui pourront être utilisés lors du démarrage de projets à venir, ainsi que des études de cas, exemples et bonnes pratiques.

Nous suggérons également d'intensifier les discussions en Tanzanie sur ce qu'est l'investissement responsable dans l'agriculture. L'expérience montre que des discussions à l'échelle nationale, engageant des acteurs-clé tels que le gouvernement, les investisseurs, la société civile, les associations des agriculteurs et autres acteurs des files agricoles, peuvent aider le secteur agroalimentaire à augmenter sa productivité de façon significative. Le GTIA serait heureux de contribuer à ces discussions continues sur l'investissement responsable en Tanzanie, et de coopérer avec toutes les parties prenantes.

Liste des participants :

Organisation	Nom
ANSAF (Forum agricole des acteurs non-étatiques)	Audax Rukonge
ANSAF (Forum agricole des acteurs non-étatiques)	William George Juma
Banque mondiale	Grahame Dixie
Banque mondiale	Duncan Pringle
Banque mondiale	Oliver Braedt
BRELA (Agence d'enregistrement des entreprises et de délivrance des licences)	Rehema Kitambi
Cabinet du Premier ministre	Pascal Vyagusa
Cabinet du Premier ministre — Administration régionale et gouvernement local (PMO-RALG)	Mukara Mugini
CNUCED	William Speller
Conseil du riz de la Tanzanie	Julius Wambura
Conseil du sucre de la Tanzanie (Sugar Board of Tanzania)	Violeth Mwanisawa
CUTS-ARC (Société d'accord et de confiance des consommateurs – Centre de ressources en Afrique, Nairobi)	Clement Onyango
EcoEnergy	Per Carstedt
EcoEnergy	Ray Naluyaga
eMJee Consult Tanzania Ltd	Joy Butscher

FAO	Diana Tempelman
FAO	Lisa Brahms
FAO	Jesper Karlsson
FIDA	Francisco Javier Pichon
FIDA	Fabrizio Felloni
FIDA	Brian Baldwin
GIZ / Initiative pour la compétitivité du riz africain (CARI)	Jürgen Koch
Hakiardhi	Joseph Chiombola
KPL	Carter Coleman
MAFC (Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives)	Perpetua M. Hingi
MAFC (Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives)	Revelian Ngaiza
MAFC (Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives)	Yamungu Kayandabila
MAFC (Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives)	Dorothy Rashid
Ministère du travail et de l'emploi	Geofrey Mashafi
Ministère du commerce	Paul Undolle
Ministère du commerce	Denis Mzamilu
NBC Bank	Lukemelo Kaduma
SAGCOT Centre	Geoffrey Kirenga

SID	Edmund Matotay
SIDO	Kalumuna Benedicto
TAN AIM	Petro Komba
TFC	Peter Mpenda
TGNP	Abdullah Othman
TGNP Mtandao	Prof. Marjorie Mbilinyi
TIC (Centre d'investissement tanzanien)	Martin Masalu

Programme

1^{er} jour – vendredi, 30 janvier 2015

Temps	Activité	Personne / organisation responsable
08:00 – 08:30	Arrivée et enregistrement	Collectif
08:30 – 08:45	Allocution d'ouverture	Mme. Diana Tempelman, Représentante de la FAO en Tanzanie
08:45 – 09:15	Présentation de tous les participants , qui ont l'opportunité de se présenter et de discuter de ce qu'ils voudraient apprendre lors du séminaire	M. Brian Baldwin, Conseiller senior pour la gestion des opérations, FIDA
09:15 – 09:30	Allocution d'ouverture	Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives
10:00 – 11:00	<p>Résultats de recherches sur l'investissement agricole <i>Ouverture de la discussion (5 min.), suivie par des discussions interactives.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Revue historique de l'investissement dans l'agroalimentaire (World Bank) • Tendances et impacts de l'IED (FAO) • La pratique de principes pour l'investissement responsable avec des grandes entreprises agroalimentaires (UNCTAD/World Bank) 	M. Grahame Dixie, Banque mondiale M. Jesper Karlsson, FAO M. Will Speller, CNUCED
11:00 – 11:15	Pause	Collectif
11:15 – 11:45	<p>Principes directeurs existants <i>Courte présentation des PRAI, CSA-RAI et d'autres instruments directeurs internationaux, suivie par des discussions interactives</i></p>	M. Jesper Karlsson, FAO M. Brian Baldwin, FIDA
11:45 – 13:00	Présentations par le secteur privé, la société civile et les fonctionnaires techniques gouvernementaux, suivies par des discussions interactives	M. Carter Coleman, Président KPL M. Per Carstedt, PDG EcoEnergy M. Francisco Javier Pichon, FIDA
13:00 – 14:00	Déjeuner	Collectif

14:00 – 15:00	Présentation du programme du GTIA sur l'utilisation de principes directeurs pour des nouveaux projets d'investissement agricole	M. Will Speller, CNUCED M. Grahame Dixie, Banque mondiale
15:00 – 15:15	Début du jeu de rôle : Un scénario réaliste est présenté aux participants, qui échangeront ensuite leurs groupes avec d'autres participants (un investisseur pourrait représenter par ex. une ONG, un village ou le gouvernement)	Modérateur
15:15 – 16:00	Les groupes élaborent individuellement leur stratégie (une collation sera servie)	Membres du GTIA
16:00 – 17:30	Les groupes entament les premières négociations	Membres du GTIA
17:30 – 18:30	Cocktail Établissement de réseaux de contacts, continuation du jeu de rôle	Collectif

2^e journée – Samedi, 31 janvier 2015

Temps	Activité	Personne/organisation responsable
08:00 – 08:30	Arrivée et enregistrement	Collectif
08:30 – 09:00	Jeu de rôle : les différentes équipes se rencontrent et peuvent reconsidérer leur stratégie en vue des négociations et discussions du jour précédent	Membres du GTIA
09:00– 10:15	Négociations finales	Modérateur
10:15 – 11:00	Les équipes préparent leur compte rendu	Collectif
11:00 – 11:15	Pause	Collectif
11:15 – 13:00	<ul style="list-style-type: none"> • Compte rendu et discussions interactives • Session questions et réponses (Q&A) • Présentation d'autres activités liées au programme • Interventions finales par les parties prenantes principales (conclusions et recommandations) 	Modérateur
13:00 – 14:00	Déjeuner	Collectif